

Désespérés d'échapper au massacre de Gaza, des Palestiniens sont contraints de payer des frais exorbitants pour fuir vers l'Égypte

Description

N'ayant pratiquement aucune possibilité de s'échapper, les habitants de Gaza paient de plus en plus souvent des milliers de dollars à des passeurs affiliés au gouvernement égyptien.

Par Khalid Mohammed, le 7 mars 2024



Des Palestiniens arrivent au poste frontalière vers l'Égypte à Rafah, dans la bande de Gaza, le 13 novembre 2023. Photo : Hatem Ali/AP

Alaa Shatila et sa famille étaient hébergés dans un hôpital du sud de Gaza depuis 40 jours lorsqu'ils ont pris leur décision. Leur maison et leur droguerie dans la ville de Gaza avaient été rasées depuis longtemps par les avions de guerre israéliens. Ils avaient survécu à une attaque aérienne à Rafah en octobre et s'étaient installés à Khan Younis. Mais même dans leur nouveau refuge, l'hôpital européen, ils sentaient que les bombardements devenaient de plus en plus intenses. Il était temps de quitter Gaza. Ils devaient trouver un moyen de sortir. Aujourd'hui, c'est presque impossible.

Dans la plupart des cas, il faut posséder un passeport étranger pour être évacué de Gaza vers l'Égypte voisine, bien que certaines personnes gravement blessées soient parfois autorisées à sortir égoïement. Alors qu'Israël menace d'envahir Rafah, où plus d'un million d'habitants de Gaza ont été déplacés, les Palestiniens cherchent de plus en plus désespérément à sortir. N'ayant pas d'autres options, ils se tournent vers des voies non officielles : payer ce que l'on appelle des frais de « coordination » pour obtenir un permis de voyage. Ces jours-ci, cela peut coûter entre 5 000 et 7 500 dollars par personne, soit une augmentation exorbitante par rapport au coût d'avant-guerre, qui était de 250 à 600 dollars.

La famille de Shatila estime qu'elle a besoin de 30 000 livres sterling, soit environ 38 000 dollars, pour payer les frais de voyage de six personnes. Ayant tout perdu pendant la guerre, ils sont loin de disposer d'une telle somme. C'est pourquoi, comme beaucoup d'autres habitants de Gaza, ils collectent à contre-cour des fonds en ligne pour financer leur évacuation.

« Même l'achat des produits de base est au-dessus de nos moyens », a déclaré Shatila, dont la sœur a besoin d'urgence de soins médicaux après avoir été blessée lors d'une frappe aérienne. Elles ont lancé une campagne de crowdfunding, avec l'aide d'une autre sœur qui vit en dehors de Gaza, dans l'espoir de pouvoir un jour « dormir sans peur ni anxiété et se réveiller sans le bruit des avions de guerre et des missiles », a déclaré Shatila.

Les Palestiniens qui parviennent à réunir l'argent nécessaire paient les frais à une agence de voyage, qui prend une commission avant d'envoyer le reste des fonctionnaires égyptiens ayant des liens avec l'agence de renseignement de l'état, selon des personnes de Gaza connaissant le processus. Dans les dix jours qui suivent, le nom du voyageur apparaît sur un « registre de coordination », distinct du registre officiel du gouvernement de Gaza, ce qui permet au voyageur de bénéficier d'un traitement rapide à la frontière. *Mada Masr*, un média égyptien indépendant, a rapporté dans une enquête publiée le mois dernier qu'un homme d'affaires ayant des liens étroits avec le président égyptien Abdel Fattah el-Sisi était la tête de ce système.

Les autorités de Gaza et d'Égypte ont nié l'existence d'un système visant à percevoir des frais auprès des voyageurs potentiels. « Nous n'avons rien à voir avec l'imposition de frais de voyage aux citoyens, et nous écoutons les plaintes, mais nous n'avons aucune autorité en la matière », a déclaré au journal *Asharq Al-Awsat* un responsable du contrôle du point de passage contrôlé par le Hamas. Un responsable des services de renseignement égyptiens a quant à lui demandé aux Palestiniens d'informer les autorités égyptiennes au point de passage s'ils font l'objet de chantage ou de pressions de la part de quelqu'un qui tire profit de leur cas ».



Des personnes sont assises dans la zone d'attente du poste frontière de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, avant de passer en Égypte, le 1er novembre 2023. Photo : Majdi Fathi/NurPhoto via AP

C'est un secret de polichinelle à Gaza que les agences de voyage se coordonnent avec les autorités égyptiennes pour acheter le passage des personnes cherchant à quitter la bande de Gaza. Le processus remonte au moins à 2015, selon un employé d'une agence de voyage de Gaza, qui a parlé à *The Intercept* sous couvert d'anonymat. À cette date, la bande de Gaza était soumise à un blocus israélien punitif renforcé par l'Égypte depuis neuf ans. La fermeture prolongée du poste frontière de Rafah (qui se poursuit encore aujourd'hui) signifiait que les gens attendaient pendant des mois l'autorisation du gouvernement pour quitter la bande de Gaza, ce qui a donné naissance à des coordinateurs qui facilitaient les autorisations de voyage pour environ 3 000 dollars, a déclaré la source de l'agence de voyage.

Le gouvernement dirigé par le Hamas s'oppose officiellement depuis longtemps à cette pratique, qui est illégale, mais qui n'en reste pas moins courante. « Le gouvernement avait l'habitude de demander à certaines agences de voyage qui avaient travaillé en coordination de signer un accord stipulant que si elles étaient de nouveau prises en train d'enfreindre les règles, leurs activités seraient interrompues », a déclaré l'employé. « Ensuite, le gouvernement a fermé les yeux. »

Pour les jeunes de Gaza soumis à des restrictions de voyage en Égypte, le paiement de cette taxe est depuis longtemps l'un des seuls moyens de s'en sortir : accéder à un traitement médical, à une éducation ou à de meilleures opportunités économiques à l'étranger.

Les frais de coordination ont fluctué au fil du temps, étant généralement plus élevés en été qu'en hiver. Dans les mois précédant la guerre actuelle, les frais étaient compris entre 250 et 600 dollars, selon les travailleurs et les Palestiniens qui ont payé ces frais l'année dernière.

« La partie égyptienne détermine les frais de coordination, mais parfois les coordinateurs gazaouis manipulent les prix », a déclaré l'ouvrier. Il ajoute que les passeurs locaux envoient l'argent aux fonctionnaires égyptiens par l'intermédiaire d'un bureau de change à Gaza ou d'un autre service de transfert de fonds.

« Pour l'opinion publique égyptienne et les autres sympathisants de la population de Gaza, l'idée que des fonctionnaires égyptiens empochent des milliers de dollars en frais de coordination est impardonnable. »

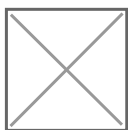
Alors que ces prix ont grimpé en flèche ces derniers mois et que les collectes de fonds pour les Palestiniens espérant passer en Égypte ont proliféré en ligne, le gouvernement égyptien est de plus en plus scruté pour sa gestion du poste-frontière. Le fait de maintenir la frontière fermée et de céder aux restrictions israéliennes en matière d'aide humanitaire est déjà suffisamment controversé ; pour le public égyptien et d'autres personnes à travers le monde à majorité musulmane qui éprouvent une grande sympathie pour la population de Gaza, l'idée que des fonctionnaires égyptiens empochent des milliers de dollars en frais de coordination est impardonnable. Le gouvernement égyptien, pour sa part, n'a cessé de nier l'existence d'un tel arrangement.

Pourtant, une source de sécurité à la retraite qui travaillait avec les services de renseignement militaire égyptiens dans le Nord-Sinaï, une province proche de la frontière avec Gaza, a [confirmé](#) à *Middle East Eye* l'existence d'un réseau de médiateurs liés à différentes parties de l'appareil de sécurité de l'État qui facilitaient l'entrée des étrangers aux frontières orientales de l'Égypte.

Dans sa récente enquête, *Mada Masr* a [rapporté](#) qu'une agence de voyage appelée *Hala Consulting and Tourism Services*, appartenant à Ibrahim al-Argany, a usurpé le contrôle du processus de coordination, devenant de fait la seule agence capable d'assurer les permis de voyage. *Human Rights Watch* a examiné les transactions d'Argany en 2022, rapportant que *Hala* « a des liens étroits avec l'establishment de la sécurité égyptienne et que son personnel est composé en grande partie d'anciens officiers de l'armée égyptienne ».

Dans une [publication](#) récente, une page *Facebook* affiliée à l'agence de voyage annonçait des prix de 5 000 dollars pour les adultes et de 2 500 dollars pour les jeunes de moins de 16 ans.

« Les bureaux de l'agence *Hala* au Caire sont surchargés », a déclaré à *The Intercept* Asil, une Palestinienne qui a récemment payé 24 000 dollars pour le voyage de sa famille. « Ils sont prêts à payer n'importe quelle somme pour faire sortir leur famille de Gaza.



Un enfant devant une tente tandis qu'une femme fait la cuisine à l'endroit où les familles palestiniennes déplacées ont trouvé refuge en raison des attaques israéliennes en cours à Rafah, Gaza, le 5 mars 2024. Photo : Abed Zagout/Anadolu via Getty Images

Deux tiers des habitants de Gaza ont été déplacés depuis le début de la guerre. La plupart d'entre elles, environ 1,3 million, sont désormais bloquées à Rafah, une ville du sud de la bande de Gaza qu'Israël avait déclaré zone de sécurité.

Le péripécie de la famille Shatila a commencé dès la première semaine de la guerre. Habitants de la ville de Gaza, ils s'étaient déplacés vers le sud jusqu'à Rafah pour s'abriter dans la maison d'un parent. Le 17 octobre, ils dormaient lorsqu'un raid aérien israélien a frappé une maison voisine, blessant tous les frères et sœurs et le père de Shatila.

« Soudain, le toit de la maison nous est tombé dessus et une grosse pierre a frappé ma tête. Je saignais de la tête et du nez, je vomissais du sang. Nous avons crié au secours », raconte Shatila. « Je n'avais pas trouvé mes lunettes et je ne voyais rien pour chercher ma famille. Je criais et j'appelais ma famille, mais je ne la trouvais pas. »

Près de trois mois après le lancement de la campagne de collecte de fonds, la famille est toujours bloquée à Gaza, n'ayant réuni qu'un peu plus de la moitié de la somme nécessaire pour que les six membres de la famille puissent quitter le pays.

« Je sais que nous ne parviendrons pas à réunir la totalité de la somme, car le prix est très élevé, mais j'espère qu'il baissera bientôt », a-t-elle déclaré.

Hana Khater, une autre habitante de Gaza dont la famille a été déplacée par les bombardements israéliens, a fui vers l'Égypte après avoir payé 6 000 dollars par personne. Demandant à être identifiée par un pseudonyme pour des raisons de sécurité, elle a déclaré qu'elle et sa famille s'étaient réfugiés à Khan Younis lorsque la guerre a éclaté. Une semaine plus tard, la ville a été soumise à d'intenses bombardements.

« Tout à coup, un énorme missile a frappé un bâtiment voisin. Des pierres et des fenêtres nous sont tombées dessus », raconte-t-elle. Tout le monde à l'intérieur a été blessé, et sa mère a reçu un coup particulièrement violent dans le dos. Leurs visages étaient couverts de poussière, leurs vêtements déchirés alors qu'ils appelaient à l'aide. « Les sirènes effrayantes des ambulances ont amplifié l'atmosphère chaotique. »

Après l'attaque, ils se sont réfugiés dans un bureau où ils n'avaient accès ni à de la nourriture ni à de l'eau potable.

« L'eau et la nourriture pollues me rendaient malade, mais nous n'avions pas le choix », raconte Khater. « Nous ne prenions qu'un seul repas pour économiser de la nourriture. Nous ne pouvions pas prendre de douche ni laver nos vêtements tous les jours. La situation n'a cessé d'empirer. »

« Il est incroyable de payer 36 000 dollars pour voyager. »

Depuis le 7 octobre, sa famille se demandait s'il fallait quitter Gaza. Son père s'y est d'abord opposé, craignant une nouvelle Nakba, ou catastrophe, mot arabe couramment utilisé pour décrire les événements de 1948, lorsque des [milices sionistes armées ont expulsés par la force 750 000 Palestiniens](#) de leurs terres et créés l'État d'Israël.

Début décembre, ils se sont décidés. Le 5 décembre, ils ont payé les frais et, cinq jours plus tard, ils ont tous les six quitté la bande de Gaza par le point de passage de Rafah.

« Il est incroyable de payer 36 000 dollars pour voyager. Il faut vendre tous ses biens pour payer l'avacuation », a déclaré M. Khater.

Le gouvernement égyptien a l'obligation d'évacuer ses citoyens de Gaza, mais certains n'ont pas pu sortir par les voies officielles et se sont tournés vers la coordination. Les frais sont nettement moins élevés que ceux imposés aux Palestiniens : 1 200 dollars par personne, selon un ressortissant égyptien qui a emprunté cette voie.

Yasmine Khaled, une Palestinienne de Gaza qui a demandé à être identifiée par un pseudonyme, a tenté de se rendre en Égypte le 10 octobre avec sa famille, sa mère étant égyptienne. Alors qu'ils attendaient à Rafah un bus pour passer en Égypte, les voyageurs ont reçu l'ordre de se mettre à l'abri car Israël s'apprêtait à bombarder le point de passage.

« Ils ont bombardé le passage avec trois missiles. Il n'y avait aucun endroit où se cacher. Vous ne pouvez pas imaginer les pleurs et les horreurs. La situation était très difficile. Ensuite, on nous a dit de rester jusqu'au lendemain pour voyager. Nous sommes restés à veiller dans les points de passage », a déclaré Khaled à *The Intercept*.

Sa famille, comme des centaines d'autres personnes, a été empêchée de traverser par l'Égypte et a dû retourner à Gaza. Ils ont demandé quatre fois un abri à l'autre avant de trouver un endroit où s'installer, une maison surpeuplée à Khan Younis, où plusieurs employés des Nations Unies résidaient avec leurs familles.

« Il y avait environ 80 personnes, dont des nourrissons et des enfants, dans la maison. La plupart du temps, nous n'avions pas d'eau et nous devons faire la queue pour utiliser les toilettes », se souvient-elle.

Désespérés de partir et incapables de payer des frais de coordination exorbitants, ils se sont adressés aux autorités de Cisjordanie et d'Égypte pour obtenir de l'aide en vue d'une évacuation. Ces démarches n'ont abouti à rien, mais ils ont fini par apprendre qu'il existait une procédure de coordination distincte pour les Égyptiens et leurs familles à Gaza. Dix jours après avoir déposé leur demande, ils se sont rendus en Égypte. Le père de Khaled et son frère se sont vu refuser l'entrée à l'époque, dit-elle, mais ils ont payé 10 000 dollars la mi-février et sont finalement arrivés en Égypte.

Khaled et Khater ont tous deux déclaré que les traumatismes de la guerre les avaient suivis jusqu'en Égypte.

Lorsque Mme Khater entend un avion au-dessus de sa tête, son instinct la pousse à anticiper un attentat. « Je doute que nous puissions nous remettre complètement de nos peurs », a déclaré

Khater, qui essaie maintenant d'apprendre l'allemand afin de pouvoir partir en Allemagne pour y faire des études supérieures. Khaled, pour sa part, dit qu'elle pense constamment à ceux qu'ils ont laissés derrière eux à Gaza, ainsi qu'à l'incertitude de ce qui se passera lors de l'expiration de leur visa de touriste.

« Mes neveux et nièces ont peur lorsqu'ils entendent le bruit des avions », a-t-elle déclaré.
« Nous n'avons aucun projet pour l'avenir. C'est complètement vague. Je ne sais pas ce que nous ferons après notre séjour de 45 jours ici, ni ce que je ferai de mon travail. Nous avons beaucoup de raisons de nous inquiéter ».

Khalid Mohammed est un journaliste de Gaza.

Source : [The Intercept](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée
2024/03/13